



REPUBLIQUE DU NIGER  
MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE



**CTB NIGER**

# RAPPORT DE RESULTATS 2013

## PAAPSSP

*PROGRAMME D'APPUI À  
L'AMÉNAGEMENT PASTORAL ET À  
LA SÉCURISATION DES SYSTÈMES PASTORAUX*

*NER 08 026 11*



Version Finale  
Post-SMCL  
du 28-02-2014

## Table des matières

<b>TABLE DES MATIERES</b>	<b>2</b>
<b>ACRONYMES</b>	<b>3</b>
<b>1 APERÇU DE L'INTERVENTION</b>	<b>5</b>
1.1 FICHE D'INTERVENTION	5
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE	6
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE	7
1.3.1 PERTINENCE	7
1.3.2 EFFICACITE	7
1.3.3 EFFICIENCE	7
1.3.4 DURABILITE	7
1.4 CONCLUSIONS	8
<b>2 MONITORING DES RESULTATS</b>	<b>9</b>
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE	9
2.1.1 CONTEXTE GENERAL	9
2.1.2 CONTEXTE INSTITUTIONNEL	9
2.1.3 CONTEXTE DE GESTION : MODALITES D'EXECUTION	9
2.1.4 CONTEXTE HARMO	10
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME	11
2.2.1 PROGRES DES INDICATEURS	11
2.2.2 ANALYSE DES PROGRES REALISES	11
2.2.3 IMPACT POTENTIEL	13
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	14
2.3.1 PROGRES DES INDICATEURS	14
2.3.2 ÉTAT D'AVANCEMENT DES PRINCIPALES ACTIVITES	14
2.3.3 ANALYSE DES PROGRES REALISES	15
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	16
2.4.1 PROGRES DES INDICATEURS	16
2.4.2 ÉTAT D'AVANCEMENT DES PRINCIPALES ACTIVITES	16
2.4.3 ANALYSE DES PROGRES REALISES	17
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3	18
2.5.1 ÉTAT D'AVANCEMENT DES PRINCIPALES ACTIVITES	18
2.5.2 ANALYSE DES PROGRES REALISES	18
2.6 THEMES TRANSVERSAUX	19
2.6.1 GENRE	19
2.6.2 ENVIRONNEMENT	19
2.6.3 AUTRE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<b>3 GESTION DES RISQUES</b>	<b>20</b>
<b>4 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE</b>	<b>21</b>
4.1 REORIENTATIONS STRATEGIQUES	21
4.2 RECOMMANDATIONS	21
4.3 ENSEIGNEMENTS TIRES ET RECOMMANDATIONS	21
<b>5 ANNEXES</b>	<b>23</b>
5.1 CRITERES DE QUALITE	23
5.2 DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	27
5.3 CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	31
5.4 APERÇU DES MORE RESULTS	31
5.5 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	32
5.6 RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION	34

## Acronymes

3N	Les Nigériens Nourrissent les Nigériens
AE	Accord d'Exécution
AREN	Association pour le Redynamisation de l'Elevage au Niger
AT	Assistant Technique
ATN - MTD	Assistants Techniques Nationaux de Maradi, Tahoua et Dosso
ATI	Assistant Technique International – collaborateur projet (Florent Cornu)
CESAO	Centre d'Etude Sociale en Afrique de l'Ouest
CCD	Cadre de Concertation Départemental
CMB	Centre de Multiplication du Bétail
COFOB	Commission foncière de Base
COFOCOM	Commission foncière communale
COFODEP	Commission foncière Départementale
COT	Chargé des Opérations Terrain
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DDE	Direction Départementale de l'Elevage
DRE	Direction Régionale de l'Elevage
DTF	Document Technique et Financier
DGPIA	Direction Générale des Productions et Industries Animales
DSA	Direction de la Santé Animale
DGSV	Direction Générale des Services Vétérinaires
FNEN	Fédération national des éleveurs du Niger
GAR	Gestion Axés sur Résultats
NA	Non Applicable
MEL	Ministère d'élevage
MP	Marché public
MTR	Evaluation à mi-parcours (Mid-Term Review)
OPel	Organisation Professionnelle d'éleveurs
PAC	Programme d'Actions Communautaires
PAD	Plan d'Aménagement Départemental
PAMED II	Programme d'Appui a la Mise en Place des Entités Décentralisées 2
PAR	Plan d'Action Régional (SDR)
PAP	Plan d'aménagement Pastoral
POF	Planification Opérationnelle et Financière

PO	Programme Opérationnel
PS	Programme Stratégique
PHVP II	Programme Hydraulique Villageoise et Pastorale 2
RAF	Responsable Administratif et Financier
RECA	Réseau des Chambres d'Agricultures
SAP	Schéma d'Aménagement Pastoral
SCR	Structures du Code Rural
SDR	Stratégie de Développement Rural
SPR/ CR	Secrétariat Permanent Régional du Code Rural
SPO	Sous Programme Opérationnel
STD	Service Technique Déconcentré
UBT	Unité Bétail Tropical
VDN	Viande Déshydraté du Niger

# 1 Aperçu de l'intervention

## 1.1 Fiche d'intervention

<b>Intitulé de l'intervention</b>	Programme d'Appui à l'Aménagement Pastoral et à la Sécurisation des Systèmes Pastoraux ( <i>PAAPSSP</i> )
<b>Code de l'intervention</b>	NER 08 026 11
<b>Localisation</b>	Dosso, Tahoua, Maradi
<b>Budget total</b>	13 514 282 € dont 11 000 000 € Financement Royaume de Belgique et 2 514 282 € Contrepartie du Niger qui ne fait pas l'objet de suivi par le FIT
<b>Institution partenaire</b>	Ministère de l'élevage
<b>Date de début de la Convention spécifique</b>	10/12/2009
<b>Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture</b>	18/08/2010
<b>Date prévue de fin d'exécution</b>	10/08/2014
<b>Date de fin de la Convention spécifique</b>	10/12/2014
<b>Groupes cibles</b>	Les éleveurs et agro-pasteurs
<b>Impact</b>	La performance du secteur de l'élevage au Niger est améliorée et contribue à la réduction de la pauvreté rurale.
<b>Outcome</b>	Une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux sont définies et mises en œuvre au niveau des régions de Dosso, Maradi et Tahoua
<b>Outputs</b>	<b>Output1</b> : Les capacités de planification, de suivi, de coordination et de partenariat sont renforcées chez les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du PS1 - I3N dans les trois régions concernées
	<b>Output2</b> : L'accès aux ressources naturelles est sécurisé et le développement local renforcé
	<b>Output3</b> : Les productions des systèmes pastoraux sont améliorées et valorisées
<b>Année couverte par le rapport</b>	2013

## 1.2 Exécution budgétaire

	Budget partie Belge	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année n
		Années précédentes	Année du rapport (n) 2013		
<b>Total</b>	11 000 000 €	2010 : 2011 : 2012 :	417 783 1 373 131 1 582 789	2 131 114	5 495 452 50
<b>Output 1</b>	761 731 €	2010 : 2011 : 2012 :	1 358 181 711 223 254	168 467	186 940 75
<b>Output 2</b>	5 625 713 €	2010 : 2011 : 2012 :	1 703 460 497 458 227	758 428	3 946 968 30
<b>Output 3</b>	1 785 693 €	2010 : 2011 : 2012 :	45 262 264 854 377 111	644 058	544 407 75
<b>Z moyens généraux</b>	2 826 863 €	2010 : 2011 : 2012 :	369 459 466 068 524 195	560 101	907 001 68

Le taux d'exécution financière de 50 % au 31 décembre 2013, est à relativiser par les éléments suivants :

- Dans le cadre de la prolongation de 12 mois, soit 60 mois de mise en œuvre, actée par la SMCL de mars 2013, le temps écoulé est de 68% du temps.
- Les outputs 1 et 3 sont exécutés à 75% et les moyens généraux (Z) à 68 %.
- L'output 2, représente 51% du budget total du PAAPSSP et est en grande partie liée à l'exécution des marchés de travaux. Au 31 décembre 2013 une partie du solde est déjà engagée à travers les contrats de réhabilitation des puits (352 252 euro), du contrôle (222 426 euro) et des Accords de financement pour l'appui à la sécurisation foncière (388 857 euro). Le processus d'attribution des marchés de fonçages des puits et des stations de pompage est encours et représente une enveloppe prévisionnelle de 2 286 585 euro. A la fin du premier trimestre 2014 la quasi-totalité de la ligne budgétaire devrait être engagée.

## 1.3 Autoévaluation de la performance

### 1.3.1 Pertinence

	<b>Performance</b>
<b>Pertinence</b>	A <sup>1</sup>

Le PAAPSSP est en adéquation avec les politiques et stratégies nationales en matière de développement rural dont l'Initiative 3N. La dissolution de la SDR en 2012 a donné lieu à la transposition du Programme 12 au Programme Stratégique 1 (PS1) de l'initiative 3N : « Accroissement et Diversification des Productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques ».

### 1.3.2 Efficacité

	<b>Performance</b>
<b>Efficacité</b>	A

Le programme contribue positivement à l'amélioration des conditions de vie des pasteurs et agro-pasteurs à travers l'appui à la mise en œuvre de la politique de sécurisation des aménagements pastoraux et du renforcement de capacité des Opel.

### 1.3.3 Efficience

	<b>Performance</b>
<b>Efficience</b>	C

Le PAAPSSP a connu un retard de mise en œuvre des aménagements qui est imputable principalement aux procédures de marché publics, à la capacité des entreprises et à l'insuffisance des ressources humaines pour assurer le suivi. Sur ces différents points des améliorations ont été apportées au cours de l'année 2013. Cependant, il y a des acquis certains comme les CCD, l'appui à la campagne de vaccination et le renforcement de capacité des STD qui doivent être consolidés et capitalisés. L'ensemble des études techniques et sociales sont livrés et tous les marchés de travaux d'hydraulique sont lancés.

### 1.3.4 Durabilité

	<b>Performance</b>
<b>Durabilité potentielle</b>	B

Pour les infrastructures pastorales, les solutions proposées (couloirs de passage, puits pastoraux, pare-feux/paille/foins) reposent sur la responsabilisation des populations et l'implication des acteurs institutionnels, ce qui contribue à la durabilité. Le PAAPSSP œuvre également pour le renforcement des structures du code rural (SPR/CR, COFODEP, COFOCOM et COFOB).

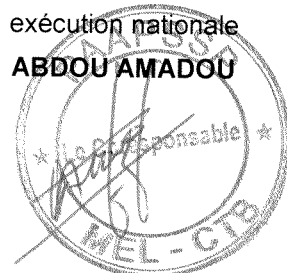
<sup>1</sup> **Note** : modalité de calcul de la note totale des critères de qualité : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

## 1.4 Conclusions

- ✦ Les ouvrages à réaliser, sont validés par les acteurs locaux, sur la base de la restitution des études de faisabilités techniques et sociales.
- ✦ Poursuite du renforcement des services vétérinaires (privés et publics) par l'appui aux campagnes de vaccination contre les principales épizooties.
- ✦ Renforcement RH du dispositif (ATN hydraulique, bureau de contrôle, COT et BEI).
- ✦ Recentrage des activités du programme suite à la MTR.
- ✦ Prolongation d'un (1) an du délai de la mise en œuvre du Programme pour permettre de parachever les travaux d'aménagements.

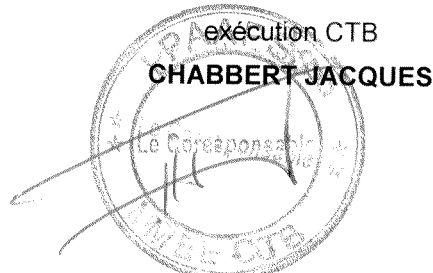
Les dispositions sont prises pour que l'exécution financière 2014 du PAAPSSP qui reposera principalement sur la réalisation des travaux d'aménagements se fasse dans les meilleures conditions.

Fonctionnaire  
exécution nationale  
**ABDOU AMADOU**



PAAPSSP  
Le Coresponsable  
MEL-CTB

Fonctionnaire  
exécution CTB  
**CHABBERT JACQUES**



PAAPSSP  
Le Coresponsable  
MEL-CTB



## 2 Monitoring des résultats<sup>2</sup>

### 2.1 Évolution du contexte

#### 2.1.1 Contexte général

L'année 2013 est marquée par :

- ❖ Situation sécuritaire incertaine limitant les possibilités de déplacement des expatriés sur le terrain.
- ❖ Une saison agropastorale déficitaire se traduisant par une préciosité de la période de soudure en 2014 (février-juillet).
- ❖ La poursuite de la politique de décentralisation qui se traduit notamment par l'émergence progressive des conseils régionaux aux cotés des conseils communaux. Cependant la dynamique de transferts de compétences et des moyens est encore faible.

#### 2.1.2 Contexte institutionnel

Après la transposition du Programme 12 de la SDR (P12) dans le Programme Stratégique<sup>1</sup> (PS1) « Accroissement et Diversification des Productions agro sylvo pastorales et halieutiques » à travers le Programme Opérationnel 3 « accroissement des productions d'origine » de l'Initiative 3N, l'année 2013 est marquée par le début de la régionalisation opérationnelle de l'Initiative 3N à travers la création des coordinations régionales. Cette régionalisation permettra de dynamiser le mécanisme de planification et de suivi régionaux du PS1 conformément au sous résultat A 1.2 du PAAPSSP.

#### 2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Le principe d'une prolongation de 12 mois est acté par la SMCL n°07 de février 2013 et la révision budgétaire qui lui est liée est validée par la SMCL n°8 de novembre 2013.

Suite à l'approbation par la SMCL de février des recommandations de la MTR, le PAAPSSP a :

- recentré ses interventions sur les aménagements et la santé animale et
- renforcé son dispositif en ressources humaines à travers :
  - La mobilisation de 3 chargés des opérations terrains (COT) parmi les agents de l'état pour renforcer les UGR,
  - Le recrutement d'un ATN hydraulique au sein de l'UGP
  - La contractualisation avec un bureau d'étude international pour effectuer des appuis conseils ponctuels en hydraulique,
  - La mobilisation de 2 ONGs et de 2 experts nationaux pour accompagner les services Techniques déconcentrés (DRH, DDH, SP/CR, COFO, etc.) dans la mise en œuvre de l'approche sociale liés aux aménagements.

Avec ce dispositif, la question du renforcement de l'équipe de mise en œuvre du PAAPSSP semble être définitivement résolue.

---

<sup>2</sup> L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

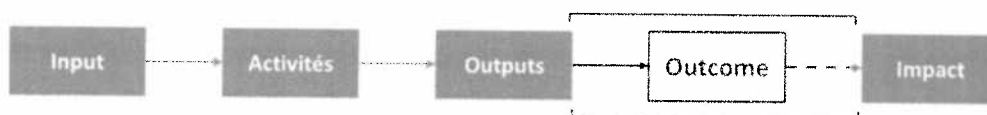
#### 2.1.4 Contexte HARMO

La transposition du Programme 12 de la SDR au Programme Stratégique 1 «Accroissement et Diversification des Productions agro sylvo pastorales et halieutiques» de l'Initiative 3N confirme et renforce la logique d'harmonisation et d'alignement sur les politiques et stratégies nationales en matière de développement rural. Cette harmonisation se concrétise par :

- L'appui à la mise en œuvre des campagnes de vaccination du cheptel à travers les services techniques et les vétérinaires privés (SVPP) concrétisent l'alignement du PAAPSSP sur la mise en œuvre des politiques et stratégies nationales dans le domaine de la santé animale.
- Les synergies avec ARIMEL confirment la complémentarité entre les approches institutionnelles (stratégies, politiques et formation) promues par ARIMEL et les approches opérationnelles (santé animale, économie et aménagement) promues par le PAAPSSP.
- L'appui à l'élaboration de Schéma d'Aménagement Foncier (SAF) des Régions Dosso et Maradi de concert avec d'autres partenaires techniques et financiers tels que le PASEL de la coopération Suisse, le PAC de la Banque Mondiale, NIG 18 de LUX DEV, etc.

Il faudra poursuivre des efforts en vue de créer une plus grande synergie fonctionnelle au sein même des programmes CTB notamment dans la région de Dosso entre le PAAPSSP, PAMED II et PHVPII

## 2.2 Performance de l'outcome



### 2.2.1 Progrès des indicateurs<sup>3</sup>

<b>Outcome</b> : Une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux sont définies et mises en œuvre au niveau des régions de Dosso, Maradi et Tahoua						
<b>Indicateurs</b> :	<b>Valeur Baseline</b>	<b>Valeur année 2011</b>	<b>Valeur année 2012</b>	<b>Valeur année 2013</b>	<b>Cible année 2013</b>	<b>Cible finale 2015</b>
D'ici Aout 2015, dans au moins 20 % des communes d'intervention, la part du budget investi sur fonds propre dans le domaine des aménagements pastoraux et la sécurisation des systèmes pastoraux représente aux moins 10%.	1,54%	2,25%	2,62%	7,80%	8,25%	10%
D'ici Aout 2015, le besoin en eau d'abreuvement de 740 213 têtes d'animaux est couvert à travers la réalisation ou réhabilitation de points d'eau pastoraux par le PAAPSSP.	80 507	0	24 208	24 208	230 897	740 213
D'ici Aout 2015, 1 215 036 têtes de bétail bénéficient d'espaces pastoraux sécurisés et ou aménagés.	471 886	0	20 460	129 456	260 103	1 215 036
D'ici Aout 2015, la couverture vaccinale atteint 85% pour la PPCB et de 55% pour la PPR	2010-2011		2011 -2012	2012 -2013	Cible 2013	85%
	PPCB : 39,68%		PPCB : 81,52%	PPCB : 82,41%	PPCB : 70%	
	PPR : 9,69%		PPR : 76,39%	PPR : 81,02 %	PPR : 40%	55%

### 2.2.2 Analyse des progrès réalisés

#### **Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome :**

Au cours de l'année 2013, des progrès significatifs ont été enregistrés par rapport à l'atteinte de l'outcome du PAAPSSP. Ces progrès se traduisent par :

<sup>3</sup> Le taux de couverture vaccinale au niveau national est de : 71,60% et 76,53% respectivement en PPCB et PPR pour 2011- 2012 et 71,39% et 66, 17% pour l'année 2012 - 2013.

- La tenue de deux (2) sessions d'ateliers régionaux avec un échantillon de 20% des communes bénéficiaires des aménagements pastoraux. Ceci a permis d'inciter les communes à investir davantage dans le sous secteur de l'élevage.
- La réalisation de trois (3) CCD complémentaires au niveau de six (6) nouveaux départements.
- Le balisage de 348 km de couloirs de passage et la réalisation de 1 088 km des bandes pare-feux.
- Le démarrage des travaux de réhabilitation de trente (30) puits pastoraux.
- L'analyse des offres reçues pour le fonçage de 22 puits dans la région de Dosso.
- Le lancement des appels d'offres pour la réalisation de 4 stations de pompages et le fonçage des 29 puits dans les régions de Tahoua et Maradi.
- Le renforcement des structures du code rural, dans l'exécution de leurs mandats, notamment la sécurisation foncière des ressources pastorales, par la mise en œuvre de deux (2) Accords de Financements signés avec 2 ONG nationales.
- La poursuite du processus d'installation des trois (3) SVPP,
- La contractualisation de prestation de service pour la vaccination avec les (9) SVPP, a permis de vacciner 456 300 UBT. Dans ces départements les autres UBT ont été pris en charge par l'état et les collectivités territoriales.
- La mise en œuvre de trois (3) AE avec les Directions régionales ont permis de contribuer à la vaccination de 2 873 600 UBT toutes espèces confondues au niveau des trois régions d'intervention du Programme.

Tous ces progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome montrent clairement que les outputs aboutiront au processus de changement envisagé.

### ***Difficultés qui se sont présentées***

- ✓ La « lourdeur » des procédures de passation des marchés publics, ainsi que la faible quantité et/ou qualité des offres des entreprises soumissionnaires influent aussi bien sur le délai de mise en œuvre des travaux que sur la qualité des ouvrages réalisés.
- ✓ Pour les ATI, le suivi des actions sur le terrain est fortement limité pour des raisons sécuritaires.
- ✓ La mobilisation des Ressources Humaines complémentaires a été longue et tout ou partie de l'année 2013, le PAAPSSP était en sous effectif. En effet, les COT ont pris service en Août 2013, et l'ATN hydraulique en Novembre 2013.
- ✓ La démission de deux (2) RAF, en janvier puis en septembre, a perturbé la mise en œuvre globale du programme et donc l'atteinte de l'outcome.

- ✓ Les incertitudes et tâtonnements liés à la mise en œuvre sur des modalités de contractualisation avec les parties prenantes (AE, AF, TDR, etc.) pour la délégation d'activité compliquée et ralentie la mise en œuvre du programme.
- ✓ L'incitation à travailler par TDR et non par AE, dont le mécanisme d'élaboration et d'approbation est lourd, contribue à remettre en cause le renforcement des capacités et la responsabilisation des parties prenantes.

Pour faire face à certaines de ces contraintes, le Programme, en collaboration avec la représentation, a revu la DPAO (Pièces n°3 du DAO type) pour adapter les critères de qualification et d'évaluation des offres et a opté pour une très large diffusion des Avis d'Appel d'Offres des marchés à exécuter.

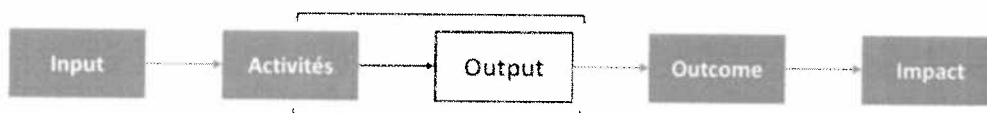
Pour garantir la qualité technique des ouvrages le Programme a contractualisé, dès 2012, avec un cabinet d'études national (CEH-Sidi) qui a pour mission de réaliser les études de faisabilité technique, les DAO et le contrôle externe des travaux. Cette dernière phase de la mission du cabinet a débuté au cours du second semestre 2013.

Le PAAPSSP a aussi recruté un ATN hydraulique et a contractualisé avec un bureau d'étude international chargé de conseiller et d'appuyer la mise en œuvre du dispositif de suivi-contrôle interne des ouvrages hydraulique à réaliser.

### 2.2.3 Impact potentiel

L'outcome du PAAPSSP est aligné sur l'Effet Spécifique 3 (ES3) *“Les Productions d'origine animale sont accrues”* de l'Initiative 3N. Il constitue l'un des Outcomes du Programme Stratégique 1 (PS1) de l'Initiative 3N, dans laquelle, le PAAPSSP est transposé. L'outcome du PAAPSSP *“Une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux sont définies et mises en œuvre au niveau des régions de Dosso, Maradi et Tahoua”*, concourt incontestablement à l'atteinte de l'Effet Général 1 (EG1) ou impact 1 du PS1- I 3N intitulé : *“Les productions agro- sylvo pastorales et halieutiques sont accrues.”*

## 2.3 Performance de l'output 1<sup>4</sup>



### 2.3.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 1 :</b> Les capacités de planification, de suivi, de coordination et de partenariat sont renforcées chez les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du PS1 de l'initiative 3N dans les trois régions concernées						
Indicateurs	Valeur <i>Baseline</i>	Valeur année 2011	Valeur année 2012	Valeur année 2013	Cible année 2013	Cible finale 2015
D'ici Aout 2015, 48 documents de planification, de suivi, de coordination des activités relatives au PS1 de l'initiative 3N sont élaborés sous le leadership des DRE au niveau des 3 régions	0	10	13	9	12	48

*NB : L'écart entre les documents de planification prévus/réalisés (9/12) s'explique par le fait qu'en 2013 les DRE n'ont pas tenu de rencontres régionales de préparation de la campagne de vaccination.*

### 2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>5</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
A 1.1 : Un diagnostic et une planification du programme stratégique 1 (PS1) de l'Initiative I3N sont élaborés par les acteurs régionaux			X	
A 1.2 : L'évaluation -planification annuelle du PS1 de l'Initiative 3N est réalisée par les acteurs communaux et régionaux		X		
A 1.3 : Les acteurs régionaux sont impliqués dans le suivi évaluation de la mise en œuvre du PS1 de l'Initiative 3N au niveau régional		X		

<sup>4</sup> Le Template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires).

En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

<sup>5</sup>

- A : Les activités sont en avance
- B : Les activités sont dans les délais
- C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
- D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

### 2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Le cadre de référence en matière de politique de développement du secteur rural est l'Initiative 3N et dont le Programme Stratégique<sup>1</sup> (PS1) en est une composante. Sa faible dynamique « opérationnelle » ne permet pas efficacement d'atteindre les résultats escomptés en termes de renforcement de capacité des acteurs régionaux en planification, suivi, coordination et partenariat.

Cependant, 9 documents de planification, de suivi, de coordination des activités relatives aux Sous Programme Opérationnel 6 (SPO6) « Sécurisations des systèmes d'élevage traditionnels » et le Sous Programme Opérationnel 7 (SPO 7) « *Développement des systèmes intensifs d'élevage* » du PS1 sont élaborés sous le leadership des DRE. Trois (3) CCD complémentaires pour six (6) nouveaux Départements sont tenus et le PAAPSSP a transmis trois (3) rapports à la DEP dans le cadre du rapport trimestriel du MEL/13N.

L'ensemble des appuis du PAAPSSP contribue au renforcement des acteurs du secteur de l'élevage dans leurs rôles de prise en compte des aspects élevage dans les politiques et stratégies régionales.

## 2.4 Performance de l'output 2

### 2.4.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 2 :</b> L'accès aux ressources naturelles est sécurisé et le développement local renforcé						
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur Baseline</b>	<b>Valeur année 2011</b>	<b>Valeur année 2012</b>	<b>Valeur année 2013</b>	<b>Cible année 2013</b>	<b>Cible finale 2015</b>
Au moins 60% des communes des zones d'intervention sont dotées de schéma d'Aménagement Pastoral (SAP)	0	0%	0%	0%	60%	60%
Au moins 70% du budget prévu pour les aménagements et sécurisation des systèmes pastoraux est exécuté	0%	5%	8%	7,45%	30%	70%
3500 km des bandes pare feux sont réalisés par le PAAPSSP	0	824	576,5	1088	900	3 500
2000 km de couloirs de passage, enclaves pastorales et aires de pâturage sont balisés	0	0	55	348	500	2000

Le processus d'établissement des SAP est en cours. Le géo référencement des besoins d'aménagement pastoraux suite à la tenue des 6 derniers CCD, a retardé la livraison des SAF qui néanmoins seront plus complets.

L'écart entre le prévu/réalisé en terme de taux d'exécution du budget s'explique par le fait que le démarrage, la réalisation et la clôture de certains travaux ont connu des délais plus longs que prévus.

### 2.4.2 État d'avancement des principales activités

<b>État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>6</sup></b>	<b>État d'avancement :</b>			
	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
A 2.1 : Des organisations d'éleveuses et d'éleveurs sont intégrées et renforcées dans la mise en œuvre du PS1 / I3N		X		
A 2.2 : Des aménagements pastoraux sont réalisés à partir d'initiatives locales.			x	
A 2.3 : Les structures du Code Rural sont renforcées en vue d'assurer la sécurisation de l'accès aux ressources pastorales.		X		

<sup>6</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.



### 2.4.3 Analyse des progrès réalisés

L'appui au renforcement des Opels a été poursuivi sans qu'il constitue pour autant une activité phare du PAAPSSP en 2013. Cependant, la mise en œuvre et la poursuite de l'accord signé avec une Opel (FNEN Daddo) autour de la prévention/gestion des conflits dans la région de Dosso ainsi que le renforcement institutionnel d'une autre OPEL (AREN) a révélé l'impact positif du programme sur l'amélioration des capacités de programmation, de mise en œuvre et de gestion de ces organisations.

La capacité de la CRA-Dosso est renforcée avec la prolongation du contrat de l'animateur élevage et le recrutement d'un gestionnaire-comptable. Cet accord s'insère dans le cadre d'un appui de plusieurs bailleurs dont le PAAPSSP, NIG 18-Lux Dev et la Coopération Suisse.

## 2.5 Performance de l'output 3

<b>Output 3 :</b> Les productions des systèmes pastoraux sont améliorées et valorisées						
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur Baseline</b>	<b>Valeur année 2011</b>	<b>Valeur année 2012</b>	<b>Valeur année 2013</b>	<b>Cible année 2013</b>	<b>Cible finale 2015</b>
3 nouveaux SVPP sont installés par le PAAPSSP	0	0	3	0	0	3
100 auxiliaires d'élevage sont recrutés et formés par le PAAPSSP	0	0	101	0	0	100
11 SVPP sont soutenus dans les régions de Dosso, Maradi et Tahoua.	0		8	9	9	11
2000 ménages ont bénéficiés d'appui en filière porteuse	0	0	0	244	800	2 000
5 Coopératives des sélectionneurs Azawak sont appuyées	0	0	5	0	0	5

Depuis le recentrage des activités sur les domaines des aménagements et de la santé animale, l'indicateur relatif aux 2 000 ménages bénéficiaires d'appui n'est plus d'actualité. En 2013, les 244 ménages touchés sont ceux impliqués dans la mise en œuvre des actions VDN (Maquignons, boucher, manœuvre, etc.) ces appuis touchent donc indirectement les ménages pastoraux.

### 2.5.1 État d'avancement des principales activités

<b>État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>7</sup></b>	<b>État d'avancement :</b>			
	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
A 3.1 : Le dispositif de santé animale est renforcé.		x		
A 3.2 : Des filières porteuses sont identifiées et valorisées			x	
A 3.3 : Des reproducteurs à haute valeur génétique sont diffusés en milieu rural		x		

### 2.5.2 Analyse des progrès réalisés

Les trois (3) directions régionales de l'élevage sont appuyées dans la mise en œuvre de la campagne de vaccination à travers des AE.

Neuf (9) contrats de prestation sont exécutés par des SVPP pour la vaccination de 456 300 UBT (Unité Bétail Tropicale),

Trois (3) SVPP installés avec un effectif de 101 auxiliaires.

<sup>7</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Un avenant sans incidence budgétaire a été signé avec le CESA0 pour prolonger la durée d'exécution de l'Accord de Financement relatif à l'appui au développement de la Viande Déshydratée du Niger VDN.,

Le bilan de l'AE relatif à l'appui aux renforcements de capacités des éleveurs sélectionneurs a été réalisé par la Direction des Centres de Multiplication du Bétail

L'ensemble des interventions menées dans le cadre de l'output3, contribue à améliorer les conditions de vie des populations rurales. Néanmoins là encore les faibles capacités de mise en œuvre des parties prenantes, nécessite d'adapter les modalités de collaboration afin de garder comme cibles principales l'atteinte des résultats de développement et non le seul respect des procédures.

## 2.6 Thèmes transversaux

### 2.6.1 Genre

Le PAAPSSP est un programme de type « genre neutre ». Cependant, certaines activités comme les pare feux tiennent compte du genre (âge et sexe des participants).

### 2.6.2 Environnement

L'ensemble des interventions du PAAPSSP respectent les normes environnementales. Une étude d'impact environnementale stratégique du Programme est réalisée notamment en ce qui concerne le volet Aménagements pastoraux.

### 3 Gestion des risques

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Non atteinte des résultats attendus dans les délais restant à cause des processus « lourdeurs » des MP et des capacités des entreprises	janvier 2013	DEV	Medium	High	High Risk	Demande de prolongation	UGP/RR	Fin Mars 2013	La SMCL du 14 Mars 2013 a acté le principe de la demande de prolongation	En cours
						Renforcement du suivi de la mise en œuvre des marchés publics		juil-15		
Dégradation du contexte sécuritaire	janvier 2013	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Renforcement de l'équipe de mise en œuvre en lien avec les marchés	UGP	Fin Mars 2013	Le recrutement d'un ATN hydraulique est acté par la SMCL du 14 Mars 2013	En cours
						Restriction des missions terrain pour le personnel à contrat CTB		juin-13		
Faibles capacités des parties prenantes	Janvier 2012	OPS	High	Medium	High Risk	renforcement de capacité des parties prenantes	UGP	juin-14	Mobilisation des Coachs	En cours
						recours à des personnes ressources externes		juin-14		
Stabilisation des RH jusqu'à la fin de la mise en œuvre	Janvier 2014	OPS	Medium	High	High Risk	Etablir les avenants des contrats du personnel	UGP	3Mai -14		En cours
Capacités d'intervention et de suivi au niveau de l'UGP et des UGR	Janvier 2012	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	mobilisation des compétences complémentaires	UGP	juin-14	Des contacts sont en cours pour que l'UGP organise des formations complémentaires aux UGR et UGP	En cours

## 4 Pilotage et apprentissage

### 4.1 Réorientations stratégiques

En 2013, les réorientations stratégiques suivantes ont été opérées :

- Recentrage des activités sur (1) les travaux d'aménagements, (2) la poursuite des appuis en santé animale et (3) la finalisation des appuis à la filière VDN.
- Renforcement du dispositif RH aussi bien au niveau des UGR que de l'UGP, notamment pour la mise en œuvre et le suivi des actions d'aménagements (hydraulique et balisage)
- Préparation et approbation de la prolongation de douze (12) mois du délai de mise en œuvre et du budget y relatif.

### 4.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Effectuer un suivi plus « rapproché » de la mise en œuvre de l'ensemble des étapes des marchés de travaux.	Direction Projet	Immédiat
Amélioration le fonctionnement du programme et sa communication avec le Ministère de l'Elevage et ses parties prenantes.	Direction Projet	Immédiat

### 4.3 Enseignements tirés et recommandations

Enseignements tirés (E) et recommandations [R]	Public cible
<p>E : Dispositif et outils contractuels AE/AF/TDR, trop lourds et peu adaptés. Après 3 ans de mise en œuvre le PAAPSSP dispose d'une expérience certaine sur les avantages et limites des différents outils.</p> <p>R : Il est nécessaire de tirer les leçons et de définir durablement les modalités contractuelles à mettre en œuvre au Niger, modalités qui doivent tenir compte des capacités « réelles » et non souhaitées des parties prenantes.</p>	Siège, représentation, direction du PAAPSSP

<p>E : Mauvaise connaissance et prise en compte des capacités réelles des partenaires, prestataires de services et des entreprises, pour réaliser les travaux et atteindre les résultats (qualitatif et quantitatif) attendus.</p> <p><i>R : Développer des outils « pragmatiques et opérationnels », pour évaluer les capacités réelles des parties prenantes, PUIS mettre en œuvre des outils et approches adaptées aux capacités réelles. Les outils contractuels actuels AE/AF/TDR et contrats doivent évoluer pour mieux répondre aux réalités du terrain.</i></p>	<p>Siège, représentation et direction du programme</p>
<p>E : Difficulté d'application des règles des marchés publics en lien avec les capacités réelles des prestataires, (élimination plus administrative que technique).</p> <p><i>R : Revoir et adapter les règles de sélection des prestataires dans le cadre des marchés publics.</i></p>	<p>Représentation et Ministère</p>
<p>E : Procédures de passation des marchés trop longue par rapport au temps impartis.</p> <p><i>R : Mieux tenir compte, dans les prochaines programmations des délais réels de passation des marchés publics.</i></p>	<p>Représentation et direction du programme</p>
<p>E : Les différents acteurs du secteur privé (entreprises, prestataires, fournisseurs, etc.) ont de faibles capacités pour répondre aux attentes du Programme</p> <p><i>R : Pour travailler « efficacement » avec le secteur privé (entreprises et/ou prestataires) il est nécessaire de mettre en œuvre des outils et approches qui permettent de les renforcer et de le fidéliser.</i></p>	<p>Siège, représentation et direction du programme</p>
<p>E : Les délais de mise en œuvre d'une approche participative d'identification concertée des ressources pastorales est sous estimé.</p> <p><i>R : Mieux tenir compte des délais de mise en œuvre des approches sociales, notamment pour les interventions relatives aux systèmes pastoraux dans les futures formulations.</i></p>	<p>Siège et représentation</p>
<p>E : Manque de réactivité du dispositif institutionnel (mode de fonctionnement comme pour les exonérations, décomptes, etc..) de CTB (Rep et programme).</p> <p><i>R : Améliorer la fonctionnalité du dispositif CTB/MEL, notamment par une rigueur accrue et renforcée de tous les éléments / étapes administratifs et comptables</i></p>	<p>représentation et direction du programme</p>

## 5 Annexes

### 5.1 Critères de qualité

<b>1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.</b>					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A x	B	C	D
<b>1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?</b>					
...x	<b>A</b>	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	<b>B</b>	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	<b>C</b>	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	<b>D</b>	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
<b>1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?</b>					
	<b>A</b>	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
x	<b>B</b>	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	<b>C</b>	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	<b>D</b>	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

<b>2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.</b>					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale		A	B x	C	D
<b>2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens &amp; équipements) sont-ils correctement gérés ?</b>					
	<b>A</b>	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.			

x	<b>B</b>	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
	<b>C</b>	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	<b>D</b>	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
<b>2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?</b>		
	<b>A</b>	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
	<b>B</b>	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
x	<b>C</b>	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	<b>D</b>	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
<b>2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?</b>		
	<b>A</b>	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
x	<b>B</b>	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	<b>C</b>	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	<b>D</b>	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

<b>3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N</b>					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
<b>Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale</b>		<b>A x</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
<b>3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?</b>					
	<b>A</b>	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.			
x	<b>B</b>	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.			
	<b>C</b>	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.			
	<b>D</b>	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.			
<b>3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?</b>					



x	<b>A</b>	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
	<b>B</b>	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	<b>C</b>	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	<b>D</b>	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

**4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

<b>Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>

**4.1 Durabilité financière/économique ?**

	<b>A</b>	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
x	<b>B</b>	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
	<b>C</b>	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	<b>D</b>	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

**4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?**

	<b>A</b>	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
x	<b>B</b>	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	<b>C</b>	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	<b>D</b>	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

**4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?**

	<b>A</b>	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
x	<b>B</b>	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	<b>C</b>	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.

	<b>D</b>	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
<b>4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?</b>		
	<b>A</b>	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	<b>B</b>	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	<b>C</b>	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	<b>D</b>	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

## 5.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Fournir un aperçu des décisions stratégiques importantes prises par le Comité de pilotage et assurer le suivi de ces décisions.<sup>8</sup>

Décision à prendre				Action			Suivi		
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Changement budgétaire <b>approuvé</b>	Nov-2013		SMCL				Immédiat	<del>En cours</del>	Fait
Elaborer et transmettre aux ordonnateurs une <b>feuille de route</b> pour les grandes activités du projet (ouvrages, AEAF) jusqu'à la fin du projet qui précise : - les grandes étapes de l'ensemble des marchés, AE/AF encours et à venir - les rôles et responsabilités des différents acteurs (internes et externes) au PAAPSSP	Nov-2013		SMCL		Finaliser la feuille de route	Direction PAAPSSP	9 Décembre. 2013	En cours	En retard
Etablir et transmettre, pour approbation, aux ordonnateurs une <b>description de fonction</b> pour le Responsable national et le Co-responsable afin qu'elle puisse être un document « officiel », qui complètera le DTF.	Nov-2013		SMCL		Finaliser les descriptions de fonction	Direction PAAPSSP	9 Décembre. 2013	En cours	En retard
Les ordonnateurs effectueront des <b>évaluations semestrielles</b> du Responsable national et du Co-responsable.	Nov-2013		SMCL			CTB-MEL (Ordonnateur / Co-Ordonnateur)	Juin 2014	Programmé 2014	

<sup>8</sup> Vous pouvez utiliser le tableau de ce template ou le remplacer par votre propre format (p. ex., celui de votre monitoring opérationnel), pour autant qu'il fournisse les mêmes informations.

Le responsable national doit réaliser des <b>missions de suivi sur le terrain</b> conformément aux recommandations de la SMCL précédente. Les ATI, en respectant les mesures de sécurité imposées, réaliseront également des missions de suivi de terrain	Nov-2013						Direction PAAPSSP	Immédiat	En cours	En retard
Le MEL organisera une rencontre MEL-CTB avec l'équipe chargée de la mise en œuvre du projet et ses services afin de partager la vision commune sur le projet, <b>améliorer la communication</b> et rappeler à chacun son cahier de charge	Nov-2013		SMCL				MEL Ordonnateur	Janvier 2014	Programmé 2014	
Utiliser les « <b>outils-CTB</b> » pour rendre compte de l'avancement et des écarts sur les marchés publics et les accords d'exécution et de financement.	Nov-2013		SMCL				Direction PAAPSSP	Immédiat	En cours	En retard
Tenir tous les deux mois, élaborer et transmettre aux ordonnateurs, un <b>tableau de suivi</b> de l'avancement du programme. Mise en évidence par dossier, les points de blocage, les difficultés, les mesures à prendre, etc.	Nov-2013		SMCL				Direction PAAPSSP	27 Janvier 2014	Programmé 2014	
Tenir tous les deux mois, une <b>rencontre ordonnateurs/responsables</b> , pour assurer le suivi des marchés dans les délais.	Nov-2013		SMCL				CTB-MEL (Ordonnateur / Co-Ordonnateur	10 jours après remise des documents	Programmé 2014	
Désigner au sein du MEL des <b>signataires complémentaires</b> en cas d'absence de l'ordonnateur et du responsable national.	Nov-2013		SMCL				MEL Ordonnateur	Immédiat	En cours	En retard

Revoir les <b>valeurs cibles 2014 et 2015</b> , notamment en lien avec le changement de lignes d'actions.	Nov-2013	SMCL	-	Adapter les indicateurs en tenant compte de la prolongation	Direction PAAPSSP	SMCL de programmation 2014		Fait
Le Ministère des affaires étrangères <b>initie la reprise</b> des échanges de lettre pour la prolongation de la mise en oeuvre du PAAPSSP, qui passe de 48 à 60 mois.	Nov-2013	SMCL			Le représentant du MAE	Immédiat	En cours	En retard
Pour améliorer la communication avec l'I3N, le MEL organisera une <b>réunion informative</b> entre ces 2 partenaires, les projets PAAPSSP, ARIMEL et la CTB	Nov-2013	SMCL			MEL Ordonnateur	Janvier 2014	Programmé 2014	
Prendre attache avec le Ministère, l'I3N et ARIMEL, afin d'élaborer un <b>plan de capitalisation</b> qui permette d'alimenter les politiques et stratégies nationales d'amélioration et de sécurisation des systèmes pastoraux	Nov-2013	SMCL			Direction PAAPSSP	Janvier 2014	Programmé 2014	
Validation rapport annuel 2012	Mars-2013	SMCL			Direction PAAPSSP	15 mars 2013		Fait
Validation Planification opérationnelle et financière 2013	Mars-2013	SMCL			N/A	N/A		Fait
Le dispositif de S&E est validé. Le programme doit renseigner périodiquement les indicateurs retenus.	Mars-2013	SMCL			Direction PAAPSSP	Prochain rapport trimestriel		Fait

Rédiger une note explicative des causes du retard et des solutions techniques et financières proposées pour atteindre les résultats dans les nouveaux délais (dans le cadre de la prolongation)	Mars-2013		SMCL				31 mars 2013	Direction PAAPSSP		Fait
Mettre en place un comité pour suivre la préparation et validation de la prolongation.	Mars-2013		SMCL				31 mars 2013	CTB-MEL (Ordonnateur / Co-Ordonnateur)		Fait
Continuer le paiement des indemnités des SAF et saisir le MEL en cas de difficultés	Mars-2013		SMCL				Immédiat	Direction PAAPSSP		Fait
Le recrutement d'un ATN hydraulique en appui à l'UGP est validé.	Mars-2013		SMCL				Immédiat	Direction PAAPSSP		Fait
Poursuivre le processus d'identification et d'installation des COT, parmi les agents du MEL.	Mars-2013		SMCL				Immédiat	La Direction du PAAPSSP		Fait
Le principe d'un appui conseil en hydraulique par une expertise internationale perleée est accordé sous réserve qu'elle ne se fasse pas au détriment des investissements	Mars-2013		SMCL				Lié à l'approbation de la prolongation	La Direction du PAAPSSP		Fait
La SMCL instruit la direction du programme à prendre les dispositions nécessaires pour améliorer la communication avec le MEL.	Mars-2013		SMCL				Immédiat	Direction PAAPSSP		En cours
La SMCL instruit la direction du programme de transmettre, à l'ensemble des membres, au plus tard une semaine avant la tenue de la SMCL l'ensemble des documents préparatoires	Mars-2013		SMCL				Immédiat	Direction PAAPSSP		Fait

### 5.3 Cadre logique mis à jour

Le Cadre logique du PAAPSSP n'a pas connu de profonds changements au cours des 12 derniers mois tant au niveau des résultats qu'au niveau des indicateurs ; l'ensemble du dispositif (Manuel du suivi&évaluation et le document de base ligne) du programme est validé lors de la septième SMCL de Mars 2013.

### 5.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Non
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Oui
Rapport de la MTR	Oui
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	mm/aaaa (estimation) NA
Missions de backstopping depuis le 01/01/2013	Est agriculture - avril 2013

## 5.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of NER0802611													
Project Title: <b>Appui à l'aménagement pastoral et à la sécurisation des systèmes pastoraux</b>													
Budget version: <b>E1</b>													
Currency: <b>EUR</b>													
MOC: <b>Report includes all valid transactions, registered up to today</b>													
	Status	Fin Mode	Amount	Start to	2010	2011	2012	2013	Expenses	2014	Total	Balance	%
<b>A LES CAPACITÉS DE PLANIFICATION, DE SAVA, DE</b>			<b>761 721.00</b>		<b>1 355.26</b>	<b>151 711.27</b>	<b>223 254.43</b>	<b>165 466.91</b>	<b>0.00</b>		<b>574 730.72</b>	<b>186 942.28</b>	<b>75%</b>
<b>01 Un diagnostic et une planification du</b>			<b>460 970.00</b>	<b>2.52</b>	<b>129 213.99</b>	<b>191 041.20</b>	<b>105 039.86</b>	<b>0.00</b>		<b>423 297.17</b>	<b>57 672.83</b>	<b>92%</b>	
01		COGEST	26 541.00		14 793.60		15 748.86	<b>0.00</b>		26 540.47	0.53	100%	
02		COGEST	20 018.00		6 740.80	13 277.10	0.00	<b>0.00</b>		20 017.90	0.10	100%	
03		COGEST	41 990.00	<b>2.52</b>	14 700.16		21 354.68	<b>0.00</b>		36 067.36	5 922.64	86%	
04		COGEST	25 236.00			6 806.33	20 298.78	<b>0.00</b>		27 106.12	-1 869.12	107%	
05		COGEST	296 727.00		86 217.86	159 192.52	30 961.43	<b>0.00</b>		276 361.81	20 365.19	93%	
06		COGEST	68 455.00		6 754.16	11 765.25	16 675.06	<b>0.00</b>		35 204.51	33 250.49	51%	
<b>02 L'évaluation-planification annuelle du</b>			<b>157 656.00</b>	<b>1 355.58</b>	<b>42 759.49</b>	<b>28 636.63</b>	<b>49 661.63</b>	<b>0.00</b>		<b>122 463.33</b>	<b>35 192.67</b>	<b>78%</b>	
01		COGEST	81 937.00		39 014.10	9 124.97	27 353.16	<b>0.00</b>		75 497.25	6 439.75	92%	
02		COGEST	0.00					<b>0.00</b>		0.00	0.00	7%	
03		COGEST	0.00				0.00	<b>0.00</b>		0.00	0.00	7%	
04		COGEST	15 175.00	<b>1 355.58</b>	1 955.63	1 291.11	3 330.56	<b>0.00</b>		7 955.87	7 192.13	89%	
05		COGEST	60 541.00		1 790.77	18 270.55	18 922.35	<b>0.00</b>		38 983.21	21 557.79	64%	
<b>03 Les acteurs régionaux sont impliqués</b>			<b>123 105.00</b>		<b>9 738.18</b>	<b>3 526.60</b>	<b>15 765.43</b>	<b>0.00</b>		<b>29 030.22</b>	<b>94 074.78</b>	<b>24%</b>	
01		COGEST	5 435.00				6 440.48	<b>0.00</b>		6 440.48	-1.48	100%	
02		COGEST	86 382.00		7 460.40	3 197.31		<b>0.00</b>		10 657.71	76 224.29	12%	
03		COGEST	5 656.00		2 077.79	329.29	1 579.27	<b>0.00</b>		4 196.35	1 469.65	74%	
04		COGEST	24 123.00				7 745.68	<b>0.00</b>		7 745.68	16 382.32	32%	
<b>B L'ACCÈS AUX RESSOURCES NATURELLES EST</b>			<b>3 628 713.00</b>		<b>1 723.62</b>	<b>483 497.68</b>	<b>488 227.91</b>	<b>753 423.64</b>	<b>0.00</b>		<b>1 670 987.86</b>	<b>1 948 955.14</b>	<b>35%</b>
<b>01 Intégration et renforcement des</b>			<b>308 787.00</b>		<b>12 523.07</b>	<b>63 521.53</b>	<b>79 531.17</b>	<b>0.00</b>		<b>156 575.76</b>	<b>153 211.24</b>	<b>50%</b>	
01		COGEST	7 603.00			7 603.40		<b>0.00</b>		7 603.40	-0.40	100%	
02		COGEST	71 941.00		12 523.07	21 845.47	10 527.20	<b>0.00</b>		44 865.82	27 045.18	62%	
03		COGEST	0.00					<b>0.00</b>		0.00	0.00	7%	
04		COGEST	1 893.00			1 893.04		<b>0.00</b>		1 893.04	-0.04	100%	
05		COGEST	0.00					<b>0.00</b>		0.00	0.00	7%	
06		COGEST	227 350.00			32 179.51	59 003.69	<b>0.00</b>		101 183.50	126 166.50	45%	
07		COGEST	0.00					<b>0.00</b>		0.00	0.00	7%	





Z MOYENS GENERAUX	2 025 983.00	369 459.75	488 363.30	524 182.70	560 161.01	0.00	1 213 334.74	938 573.28	69%
<b>01 Frais de personnel</b>	<b>2 069 398.00</b>	<b>179 917.60</b>	<b>387 738.12</b>	<b>406 685.33</b>	<b>395 034.78</b>	<b>0.00</b>	<b>1 389 355.32</b>	<b>700 033.18</b>	<b>60%</b>
01 Assistant technique international	REGIE 1 445 700.00	171 544.98	265 340.24	280 329.62	247 185.84	0.00	964 400.65	481 299.32	67%
02 assistant technique national(2)	REGIE 253 053.00	469.54	58 875.90	59 031.26	61 801.71	0.00	130 175.41	72 874.59	71%
03 Comptable coordination	REGIE 79 430.00	7 098.08	16 579.42	14 936.18	14 597.42	0.00	53 261.07	26 168.93	67%
04 Expertise ponctuelle non définie nat et	REGIE 68 500.00		945.18	7 618.03	14 750.12	0.00	23 313.32	45 186.67	34%
05 Responsable National	COGEST 56 881.00	457.35	12 014.96	10 673.86	12 753.84	0.00	37 899.99	18 981.01	67%
06 Secrétaire	REGIE 44 678.00		842.37	9 072.09	16 778.74	0.00	28 693.20	15 984.80	64%
07 Chauffeurs (5)	COGEST 105 124.00	347.68	26 262.34	22 954.31	24 722.23	0.00	74 296.55	30 827.45	71%
08 Formation	REGIE 16 305.00		6 877.71		444.88	0.00	7 322.59	8 972.41	46%
<b>02 Investissements</b>	<b>217 500.00</b>	<b>164 489.64</b>	<b>30 553.49</b>	<b>11 500.62</b>	<b>3 370.23</b>	<b>0.00</b>	<b>209 523.97</b>	<b>7 576.03</b>	<b>97%</b>
01 Véhicules Directions Régionales	REGIE 176 458.00	164 467.62	4 277.89	1 341.35	45.73	0.00	170 132.60	6 356.40	96%
02 Equipement bureau	REGIE 19 345.00	21.34	6 965.37	8 711.65	430.38	0.00	18 123.78	1 219.22	94%
03 Equipement informatique	REGIE 21 697.00	10.67	17 310.22	1 447.59	2 894.11	0.00	21 662.59	0.41	100%
<b>03 Frais de fonctionnement</b>	<b>413 710.00</b>	<b>25 042.51</b>	<b>44 138.95</b>	<b>81 600.01</b>	<b>102 493.56</b>	<b>0.00</b>	<b>253 274.66</b>	<b>160 435.35</b>	<b>61%</b>
01 Frais de fonctionnement des véhicules (8)	COGEST 236 728.00	19 635.98	22 164.31	56 659.77	64 080.45	0.00	161 598.55	74 129.45	69%
02 Fournitures de bureau	REGIE 32 005.00	4 006.53	2 882.12	791.33	9 610.40	0.00	17 289.38	14 715.62	54%
03 Missions	REGIE 50 238.00	7.62	6 976.36	7 351.72	11 556.25	0.00	26 892.45	24 345.55	52%
04 Autres frais de fonctionnement	REGIE 17 490.00	1 221.12	-1 464.84	-413.11	2 464.58	0.00	1 807.75	15 682.25	10%
05 Téléphone et Internet	COGEST 44 305.00	121.96	3 632.30	6 696.58	5 899.24	0.00	16 330.58	27 656.42	37%
06 Autres frais de fonctionnement	COGEST 34 240.00		9 947.33	11 514.02	8 874.62	0.00	30 335.94	3 904.06	89%
<b>04 Audit et Suivi et Evaluation</b>	<b>126 264.00</b>		<b>3 638.12</b>	<b>24 429.69</b>	<b>24 107.59</b>	<b>0.00</b>	<b>52 175.40</b>	<b>74 088.60</b>	<b>41%</b>
01 Frais de suivi et évaluation	REGIE 54 174.00		3 638.12	24 429.69		0.00	28 067.81	26 106.19	52%
02 Audit	REGIE 47 090.00				17 925.14	0.00	17 925.14	29 164.86	38%
03 Backstopping interne DTB	REGIE 25 000.00				6 182.45	0.00	6 182.45	18 817.55	25%
99 Conversion rate adjustment	0.00			0.05	35 154.86	0.00	35 154.90	-35 154.90	7%
95 Conversion rate adjustment	REGIE 0.00			0.05	35 154.86	0.00	35 154.90	-35 154.90	7%
95 Conversion rate adjustment	COGEST 0.00					0.00	0.00	0.00	7%
	REGIE 2 359 381.00	348 846.78	392 046.59	414 697.16	443 822.62	0.00	1 599 413.13	751 467.37	60%
	COGEST 8 649 119.00	68 936.79	981 086.13	1 168 092.38	1 637 291.81	0.00	3 905 406.12	4 743 712.88	45%
	<b>TOTAL 11 008 500.00</b>	<b>417 783.57</b>	<b>1 373 132.72</b>	<b>1 582 789.54</b>	<b>2 121 114.42</b>	<b>0.00</b>	<b>5 504 819.25</b>	<b>5 495 180.25</b>	<b>50%</b>

## 5.6 Ressources en termes de communication

RAS